

La situation des PME en 2009 : leur structure financière résiste à la crise

Jean-Luc CAYSSIALS, Élisabeth KREMP

Direction des Entreprises

Observatoire des entreprises

La crise survenue en 2008 et 2009 affecte les comptes des PME avec une baisse d'activité, un recul prononcé de la rentabilité et du taux d'épargne. Les PME exportatrices sont particulièrement touchées, comme les PME de l'industrie manufacturière. La fragilité d'un nombre croissant de PME s'exprime par la forte hausse des défaillances d'entreprises en 2009.

La chute de l'investissement de plus de 15 % est préoccupante et témoigne d'une vraie interrogation quant à la confiance des entreprises pour l'avenir. Le taux d'investissement, déjà structurellement faible dans les PME, décroche en 2009 et atteint son plus bas niveau depuis plus de dix ans.

La structure de bilan des PME est néanmoins préservée. Les capitaux propres sortent renforcés malgré l'impact défavorable de la baisse des profits, tandis que le poids de l'endettement baisse. Ce repli provient essentiellement des crédits à court terme, étroitement corrélés à l'activité. La trésorerie s'accroît et les besoins de financement à court terme, liés aux stocks et au crédit interentreprises, sont mieux maîtrisés.

Les données mensuelles de la centrale des risques confirment que la croissance des encours de crédit aux PME décélère en 2009, sans pour autant devenir négative. En glissement annuel, les encours de crédits mobilisés augmentent de 2,6 % en juin 2010.

Au-delà du faible endettement moyen des PME, les différences de comportements sont significatives entre un quart des entreprises ayant peu ou pas recours à l'endettement bancaire et un taux d'endettement financier global inférieur à 20 %, et un autre quart qui dépendent plus fortement de financements externes avec un taux d'endettement supérieur à 250 %. Ces dernières se caractérisent en contrepartie par la faiblesse de leurs capitaux propres.

Le montant des fonds propres nécessaire aux PME pour que leur endettement financier représente moins de 200 % de leurs fonds propres est ainsi estimé à 17,4 milliards d'euros, soit 10 % environ des fonds propres totaux des PME.

Mots-clés : PME, activité, rentabilité, endettement, investissement, défaillances

Codes JEL : E22, G30, G33, L23, L25

Tableau I Principales grandeurs retraçant l'activité des PME

(en pourcentage)

	Répartition de la valeur ajoutée	Variation 2009/2008				
		Chiffre d'affaires	CA à l'exportation	Valeur ajoutée	Charges de personnel	Résultat brut d'exploitation
PME mono unité légale	48,5	- 3,9	- 8,9	- 2,2	0,5	- 11,7
PME multi unités légales	44,0	- 4,9	- 11,2	- 4,2	- 0,3	- 17,5
PME filiales de sociétés étrangères	7,5	- 8,7	- 13,5	- 7,6	- 2,0	- 31,8
Ensemble des PME	100,0	- 4,7	- 11,0	- 3,5	- 0,1	- 15,7
<i>dont principaux secteurs :</i>						
Industrie manufacturière	24,0	- 9,2	- 14,8	- 8,6	- 3,3	- 27,1
Construction	18,6	- 3,0	- 1,5	- 1,9	0,7	- 12,3
Commerce	26,7	- 3,6	- 8,4	- 2,2	1,5	- 13,1
Transports et entreposage	6,0	- 6,9	- 14,9	- 2,0	- 1,0	- 6,8
Soutien aux entreprises	12,0	- 2,8	- 3,0	- 1,7	1,1	- 13,9

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

Note : Les bilans comptables n'étant pas encore tous disponibles pour l'exercice 2009, la comparaison entre 2009 et 2008 repose sur un échantillon d'entreprises, celles présentes sur les deux exercices. Ainsi, ce cylindrage élimine les entreprises présentes en 2008 et n'ayant pas encore rendu leurs bilans 2009, celles qui disparaissent en 2009 et celles créées en 2009, et donc sans bilan en 2008. Le chiffre d'affaires de cet échantillon d'entreprises représente 80 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des PME en 2008.

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

I | Recul de l'activité, particulièrement dans l'industrie

Pour l'exercice 2009, l'analyse repose sur les comptes de 128 000 PME définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME), ayant déposé leurs comptes pour les exercices 2008 et 2009 à fin juillet 2010 (cf. annexe 2). Ces PME sont concentrées dans cinq secteurs couvrant 87 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des PME : le commerce, l'industrie manufacturière, la construction, le soutien aux entreprises et les transports (cf. tableau 1).

I | I Forte baisse d'activité dans l'industrie et les PME filiales de sociétés étrangères ...

Même si l'économie croît à nouveau depuis le printemps 2009, le décrochage n'est pas résorbé sur l'ensemble de l'année et l'activité de l'ensemble des sociétés non financières est à un niveau proche de celui observé trois ans auparavant (INSEE, 2010a). De fait, les revenus des PME sont en net repli. Le chiffre d'affaires baisse de 4,7 %. 10 % des PME voient leur chiffre d'affaires diminuer de plus de 25 % par rapport à 2008. Pour un quart des PME, la baisse est supérieure à 13 %.

L'industrie manufacturière est le secteur le plus affecté par cette baisse : - 9,2 % pour le chiffre d'affaires, - 8,6% pour la valeur ajoutée. Le quart des PME de l'industrie manufacturière voient leur chiffre d'affaires diminuer de 19 %. Les autres activités sont également concernées par une réduction d'activité, mais dans de bien plus faibles proportions.

I | 2 ... du fait surtout d'un repli marqué du chiffre d'affaires à l'exportation

Le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation contribue fortement à la diminution des volumes d'activité, avec un recul de 11 %, presque trois fois supérieur au repli du chiffre d'affaires hors exportation. L'industrie manufacturière et les transports, les PME multi unités légales et les PME filiales de sociétés étrangères, sont les plus affectées, car elles sont les plus nombreuses à exporter (cf. tableau 2).

Un quart des PME de l'échantillon exportent en 2008 et en 2009. Mais pour ces PME, la baisse du chiffre d'affaires global est de 7,3 % et celle de la valeur ajoutée de 6,4 % (presque deux fois plus importante que pour l'ensemble des PME). Le taux d'exportation baisse d'un point.

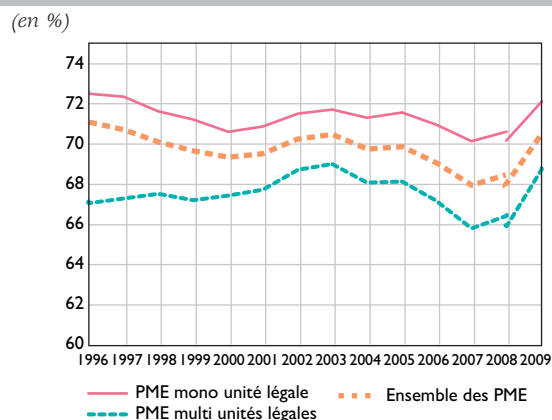
Tableau 2 Les PME exportatrices

	Taux d'exportation en % du CA		PME exportatrices en % du nombre de PME
	Ensemble des PME	PME exportatrices en 2008 et 2009	
PME mono unité légale	6	20	21
PME multi unités légales	8	17	32
PME filiales de sociétés étrangères	24	29	71
Ensemble des PME	9	20	26
dont principaux secteurs :			
Industrie manufacturière	17	24	51
Construction	1	9	4
Commerce	7	17	29
Transports et entreposage	11	20	38
Soutien aux entreprises	11	26	26

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 1 Charges de personnel sur revenu global



Notes de lecture : Les bilans comptables n'étant pas encore tous disponibles pour l'exercice 2009, la comparaison entre 2009 et 2008 repose sur un échantillon d'entreprises présentes sur ces deux exercices : cela explique les deux derniers points particuliers de chaque courbe. Les PME multi unités légales comprennent ici les PME filiales de sociétés étrangères.
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

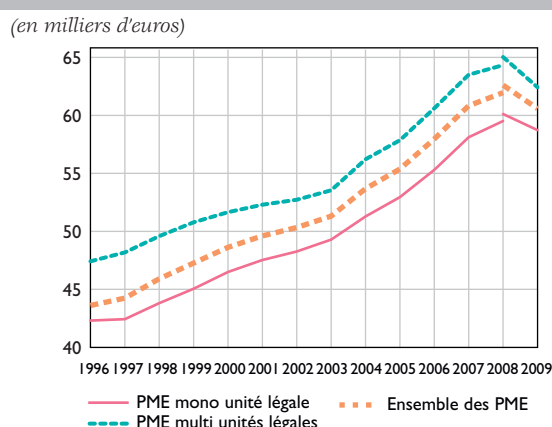
I | 3 Un faible ajustement des charges de personnel comparé à la baisse de la valeur ajoutée

Les effectifs évoluent peu entre 2008 et 2009 : en période de récession, l'emploi tend à s'ajuster avec retard et les fluctuations sont moins amples que celles de l'activité. Dans ces conditions, les charges de personnel sont stables et le résultat brut d'exploitation baisse de près de 16 % par rapport à 2008.

L'industrie manufacturière se distingue de l'ensemble : la baisse des effectifs y est significative (- 2,1 %) et les charges de personnel diminuent de plus de 3 %. Mais l'ajustement n'en reste pas moins plus faible que la décroissance de l'activité.

Le revenu global (ou revenus répartis)¹ diminuant de plus de 3,6 %, il en résulte un accroissement du poids des charges de personnel² (+ 2,4 points à 70,3 %). Cette part dépasse 72 % en 2009 dans les PME mono unité légale (cf. graphique 1). La productivité des effectifs perd 2 points, alors qu'elle était sur une pente ascendante depuis plus de dix ans (cf. graphique 2).

Graphique 2 Valeur ajoutée sur effectifs



Notes de lecture : voir graphique 1
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

¹ Le revenu global correspond à la valeur ajoutée produite par l'entreprise élargie à l'ensemble des opérations d'exploitation et hors exploitation.

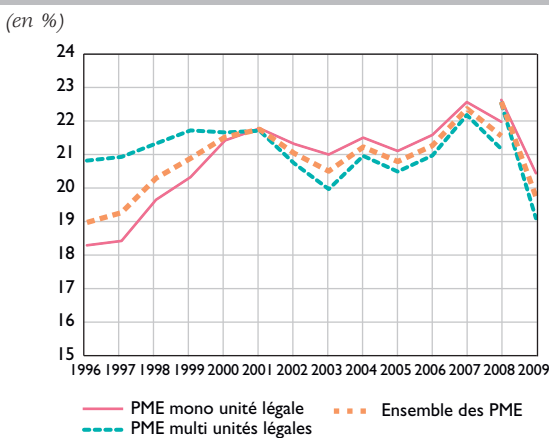
² Y compris la participation

2| Baisse de la rentabilité économique et financière

2| I Taux de marge et rentabilité économique en baisse

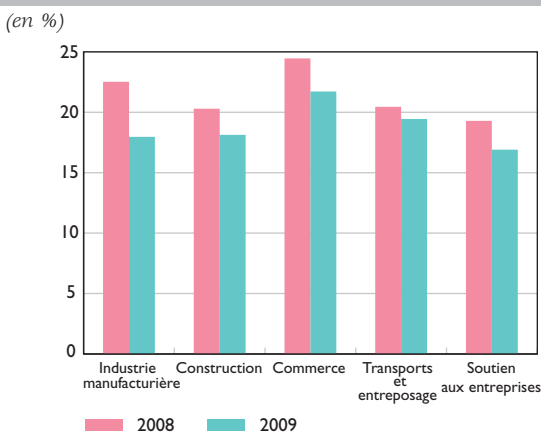
Avec une baisse de 16 % du résultat brut d'exploitation, le taux de marge perd près de 3 points pour s'établir à moins de 20 % ; il revient à son niveau d'il y a plus de 10 ans (cf. graphique 3). La rentabilité économique diminue aussi de 3 points et retombe à

Graphique 3 Taux de marge
Résultat brut d'exploitation sur valeur ajoutée



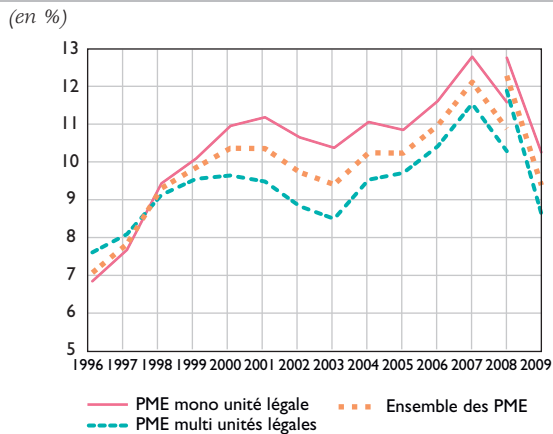
Notes de lecture : voir graphique 1
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 4 Taux de marge des principaux secteurs 2008/2009



Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 5 Rentabilité économique
Résultat net d'exploitation sur capital d'exploitation

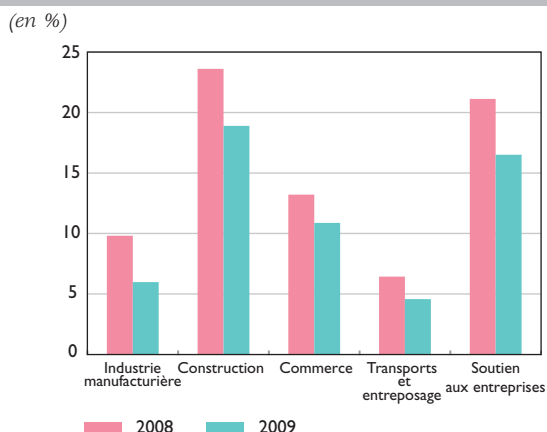


Notes de lecture : voir graphique 1
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

un niveau proche de celui de 2003 (cf. graphique 5). Cette détérioration générale des marges en 2009 est d'autant plus à relever que la comparaison avec les PME européennes en 2008 indiquait déjà un positionnement des PME en France plutôt en retrait par rapport à leurs homologues allemandes³.

Aucun secteur n'est épargné, mais les baisses sont particulièrement fortes dans l'industrie manufacturière où le résultat brut d'exploitation diminue de 27 %, et dans les transports où la rentabilité économique devient inférieure à 5 % (cf. graphiques 4 et 6).

Graphique 6 Rentabilité économique dans les principaux secteurs 2008/2009



Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

3 Cf. Cayssials et Kremp (2010)

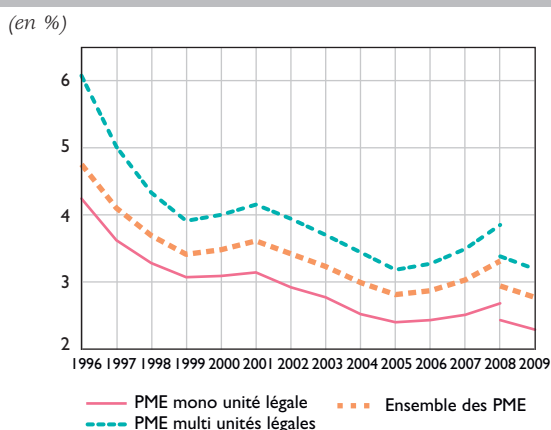
2 | 2 Malgré des charges financières en baisse, une nette diminution de la rentabilité financière

Les charges financières diminuent de 9,3 % pour l'ensemble des PME. Deux facteurs expliquent cette tendance : la maîtrise de l'endettement et la diminution du coût du crédit dans un environnement de baisse des taux. Le poids des charges financières dans le revenu global recule en 2009, alors qu'il avait

tendance à croître depuis 2005 (cf. graphique 7). Le coût apparent de l'endettement revient à 5 % en 2009 (cf. graphique 8).

Malgré le recul des charges financières, la capacité nette d'autofinancement baisse de 15 %, de sorte que la rentabilité financière perd plus de 3 points, à 13,6 %, son niveau de 2003 (cf. graphique 9). Là encore, le repli est particulièrement marqué dans l'industrie manufacturière (cf. graphique 10).

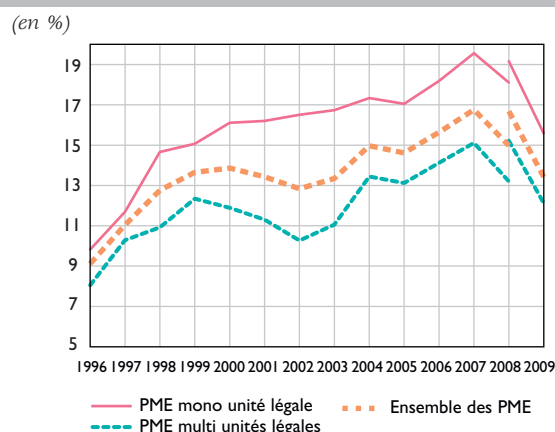
Graphique 7 Part des prêteurs (charges financières) dans le revenu global (revenus répartis)



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

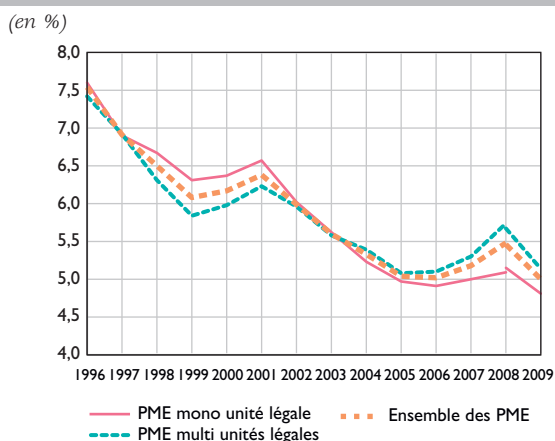
Graphique 9 Rentabilité financière (capacité nette d'autofinancement sur capitaux propres)



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

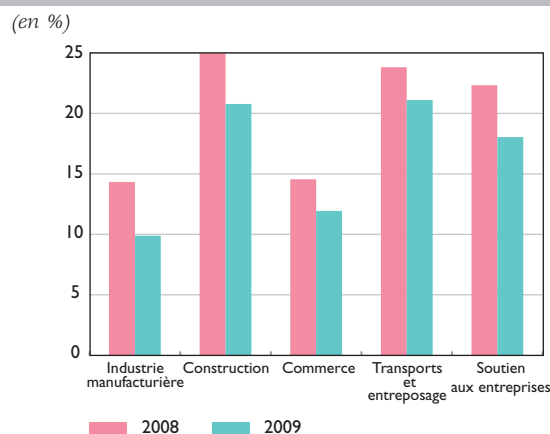
Graphique 8 Coût apparent de l'endettement (charges financières sur endettement financier)



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

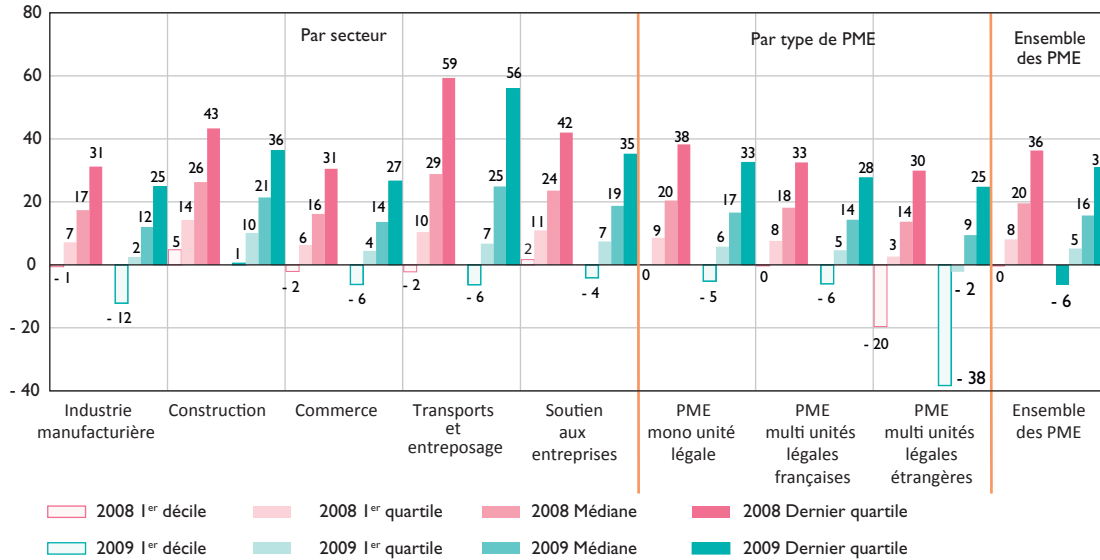
Graphique 10 Rentabilité financière des principaux secteurs 2008/2009



Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 11 Rentabilité financière
Capacité nette d'autofinancement sur capitaux propres

(en %)



Champ : PME définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et 2009

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

P10 (premier décile), Q1 (premier quartile), Q2 (médiane) et Q3 (troisième quartile) sont des indicateurs statistiques de dispersion. En 2009, 10 % de la population des PME ont une rentabilité financière inférieure à - 6 %, un quart inférieure à 5 %, la moitié inférieure à 16 % et un quart de la population a un ratio supérieur à 31 %.

* Les entreprises présentant des capitaux propres nuls ou négatifs sont exclues du calcul de la distribution (5 800 PME).

Le niveau global de rentabilité peut sembler encore satisfaisant, mais la distribution du ratio montre un mouvement général de repli, qu'il s'agisse des PME les plus rentables ou des moins rentables (cf. graphique 11). Les disparités sont par ailleurs très fortes, avec des taux de rentabilité faibles pour un quart des PME (moins de 5,2 %) et en sensible recul (- 3 points)⁴. Les entreprises avec une rentabilité négative sont beaucoup plus nombreuses qu'en 2008 : 10 % ont un ratio inférieur

à - 6,3 % en 2009 (ce taux était de - 0,4 % en 2008). La dégradation est très nette là aussi dans l'industrie manufacturière (10 % des PME ont un ratio inférieur à - 12 %).

Ces difficultés dans un nombre croissant de PME sont corroborées par l'évolution de leurs défaillances, en très nette augmentation en 2009. De fait, elles ont subi la plus forte hausse (cf. encadré 1).

4 Les entreprises présentant des capitaux propres nuls ou négatifs sont exclues du calcul de la distribution.

ENCADRÉ I

Les PME lourdement affectées en 2009 par les défaillances

La hausse des défaillances a principalement touché les PME

Le nombre de défaillances d'entreprises a fortement augmenté tout au long de l'année 2009 : plus de 63 000 entreprises ont fait l'objet d'une ouverture de jugement (redressement ou liquidation directe), soit une hausse de 14 % par rapport à l'année précédente.

Les PME sont les plus touchées par cet accroissement des défaillances : elles représentent 93 % des défaillantes en 2009. Si, parmi les PME défaillantes, la majorité sont des microentreprises, la hausse en 2009 a surtout touché les PME de plus grande taille (petites entreprises (PE) et moyennes entreprises (ME)), parmi lesquelles 4 253 ont connu une défaillance, soit une augmentation de 45 % par rapport à 2008.

Nombre de défaillances cumulées sur 12 mois

(variation en %)

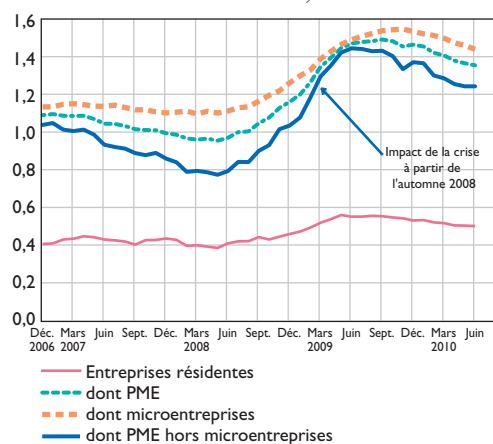
	Déc. 2006	Variation sur un an	Déc. 2007	Variation sur un an	Déc. 2008	Variation sur un an	Déc. 2009	Variation sur un an	Mai 2010	Variation sur un an
PME	43 073	- 3,1	46 711	8,4	51 385	10,0	58 820	14,5	58 621	4,6
dont microentreprises	40 337	- 0,5	44 085	9,3	48 460	9,9	54 567	12,6	54 448	4,0
dont PE et ME	2 736	- 30,3	2 626	- 4,0	2 925	11,4	4 253	45,4	4 173	13,3
Ensemble des défaillances	47 919	- 2,9	51 343	7,1	55 573	8,2	63 424	14,1	62 672	3,3

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

En termes de crédits bancaires, l'impact économique des défaillances a augmenté jusqu'à l'automne 2009 (cf. graphique)

Poids des entreprises défaillantes en termes d'encours de crédits mobilisés

(taux cumulé sur les 12 derniers mois)



Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Sur l'ensemble de l'année 2009, les crédits mobilisés des PME défaillantes ont représenté près de 3,5 milliards d'euros, en hausse de 28 % par rapport à 2008. Le poids économique des défaillances au sein des PME a augmenté dès l'été 2008, plus fortement et plus rapidement pour les grandes PME que pour les plus petites. Sous l'effet de la crise, le poids des défaillances en termes de crédits déclarés à la Centrale des risques a au total progressé de 0,7 point pour les PME hors microentreprises (entre juin 2008 et juin 2009), contre 0,4 point pour les microentreprises (entre juin 2008 et novembre 2009). Il s'est ensuite progressivement replié, pour revenir en juin 2010 à respectivement 1,2 % et 1,4 %.

3 | Diminution du taux d'épargne et chute de l'investissement

3 | 1 Hausse de la part des dividendes versés et recul du poids des prélèvements de l'État

Les dividendes versés ne baissent que légèrement par rapport à 2008 (- 1,9 %) ; avec le recul plus marqué du revenu global (- 3,6 %), leur poids dans

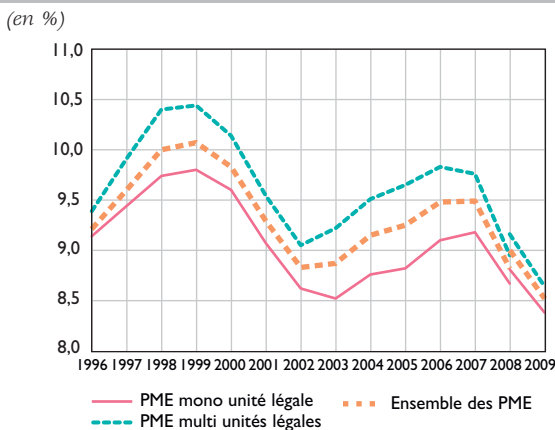
celui-ci continue de progresser et approche 7 % (cf. graphique 13). Ces dividendes correspondent à la distribution des résultats de l'exercice 2008 ; ils représentent 55 % des résultats dégagés au cours de cet exercice. Le poids des dividendes versés est nettement plus élevé dans les PME multi unités légales que dans les PME mono unité légale.

Les prélèvements de l'État diminuent en revanche de 8,7 %, de sorte que leur poids s'abaisse à 8,5 % (cf. graphique 12). L'impôt sur les sociétés acquitté par l'ensemble des sociétés non financières a baissé fortement en 2009 (- 61 %), sous l'effet notamment de la restitution accélérée aux entreprises des créances qu'elles détenaient sur l'État au titre du crédit impôt recherche ou du report en arrière des déficits⁵ (INSEE 2010a).

3 | 2 Baisse du taux d'épargne et du taux d'investissement

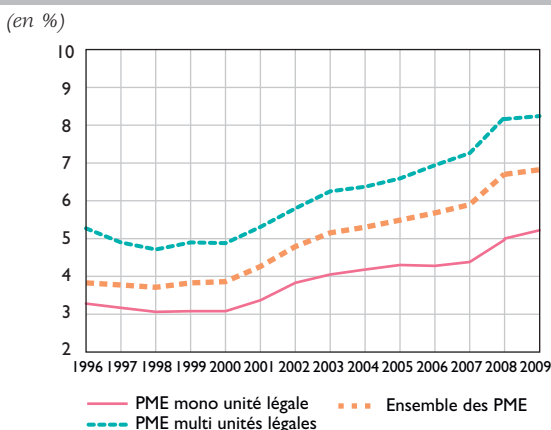
Dans un contexte de charges de personnel et de dividendes relativement stables, la baisse des prélèvements de l'État et des charges financières ne suffit pas à empêcher une détérioration de l'autofinancement. Le taux d'épargne des PME atteint son plus bas niveau depuis dix ans : il perd près de 2 points, à 11,6 %, après avoir déjà baissé en 2008 (cf. graphique 14).

Graphique 12 Part des prélèvements de l'État dans le revenu global (revenus répartis)



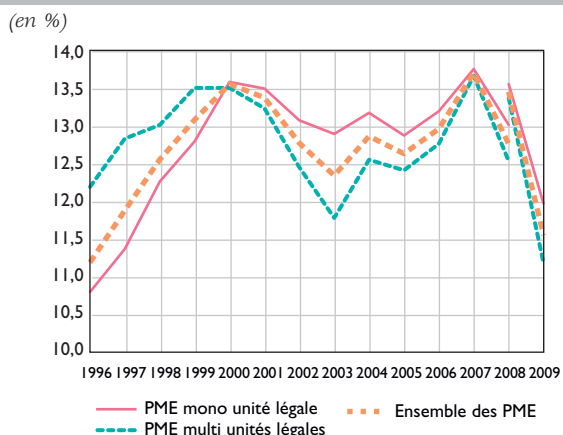
Notes de lecture : voir graphique 1
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 13 Part des dividendes versés dans le revenu global (revenus répartis)



Notes de lecture : voir graphique 1
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 14 Taux d'épargne
Autofinancement dans le revenu global (revenus répartis)



Notes de lecture : voir graphique 1
Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

5 Créance née de la possibilité pour les sociétés soumises à l'IS d'imputer un déficit sur les trois exercices antérieurs lorsque ces derniers sont bénéficiaires

Tableau 3 L'investissement dans les PME en 2009 (hors acquisition par crédit-bail)

(en pourcentage)

	Répartition	Variation 2009/2008	Taux d'investissement
PME mono unité légale	42,1	- 22,3	8,3
PME multi unités légales	50,0	- 6,8	10,5
PME filiales de sociétés étrangères	7,9	- 26,2	10,0
Ensemble des PME	100,0	- 15,6	9,4
dont principaux secteurs :			
Industrie manufacturière	24,9	- 11,2	9,7
Construction	10,7	- 12,7	5,4
Commerce	25,0	- 20,4	8,8
Transports et entreposage	7,0	- 15,8	11,1
Soutien aux entreprises	9,1	- 16,8	7,3

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

En 2009, l'investissement ⁶ des PME chute de plus de 15 %, les PME mono unité légale étant particulièrement touchées. Les faibles perspectives de demande, dans des conditions de financement restées difficiles, ont conduit les entreprises à réviser à la baisse leurs dépenses d'investissement.

L'investissement des PME est concentré sur un quart de cette population : pour la moitié d'entre elles, le taux d'investissement est en deçà de 2,4 % et seul un quart des PME ont un taux supérieur à 7,1 %. Le rythme d'investissement dans les PME peut se distinguer de celui des grandes entreprises, pour lesquelles les dépenses d'investissement se répartissent plus souvent sur plusieurs exercices et ont des vocations multiples (renouvellement, nouvelles capacités, innovation, ...). Les PME investissent pour renouveler leurs équipements ou concentrent ces investissements sur un exercice donné. Chaque année, la proportion de PME déclarant des dépenses d'investissement reste donc assez faible.

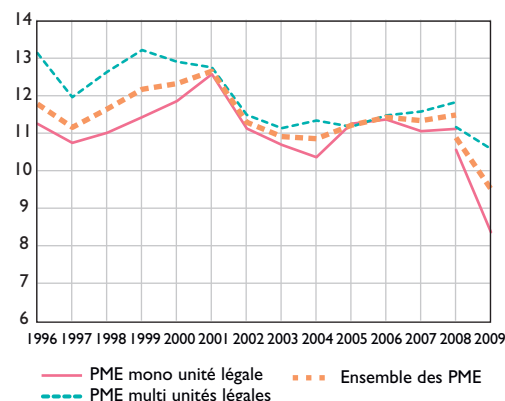
Le taux d'investissement de l'ensemble des PME perd ainsi près de 1,5 point (cf. graphique 15). Après un niveau déjà bas depuis de nombreuses années, ce taux n'a jamais été aussi faible depuis plus de dix ans, en particulier dans les PME mono unité légale. L'intégration des acquisitions par crédit-bail permet de relever légèrement ce taux, mais ne change pas fondamentalement le diagnostic de faiblesse structurelle et de décrochage en 2009.

⁶ Investissement : acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, hors acquisitions financées par crédit-bail

⁷ Une partie de cet écart peut provenir de doubles comptes dans les PME multi unités légales, même si l'impact est beaucoup moins important que dans les grandes entreprises.

Graphique 15 Taux d'investissement Investissement (hors crédit-bail) sur valeur ajoutée

(en %)



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

4 | Une structure de bilan préservée à court terme

4 | I Renforcement des capitaux propres malgré la baisse des résultats

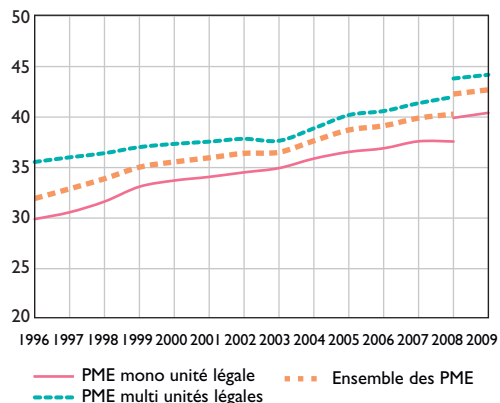
Malgré la baisse des profits en 2009, les capitaux propres continuent de croître. Ils augmentent de 5,2 % et de plus de 6 % dans les PME mono unité légale. La part des capitaux propres dans le total des ressources se renforce donc au cours du dernier exercice (43 % pour l'ensemble des PME en 2009), dans le prolongement de la tendance haussière observée depuis plus de dix ans.

L'écart est significatif de près de 4 points entre les PME multi unités légales et les PME mono unité légale, au détriment de ces dernières ⁷ (cf. graphique 16).

Par ailleurs, les disparités restent fortes : un quart des PME ont un ratio inférieur à 27 % en 2009, tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, un quart présentent un ratio supérieur à 64 % (cf. graphique 18). S'il y a encore beaucoup d'entreprises dont le financement apparaît relativement équilibré, certaines affichent un besoin important de fonds propres (cf. encadré 2).

Graphique 16 Capitaux propres sur total des ressources

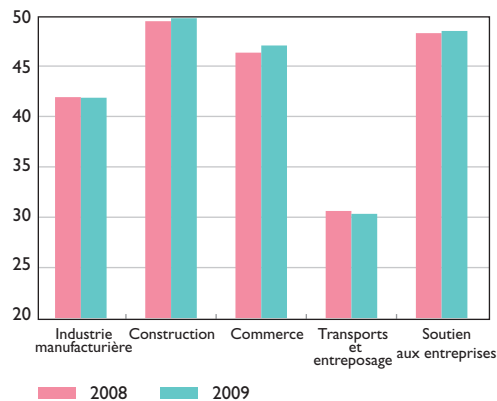
(en %)



Notes de lecture : voir graphique 1
 Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 17 Capitaux propres sur total des ressources 2008/2009

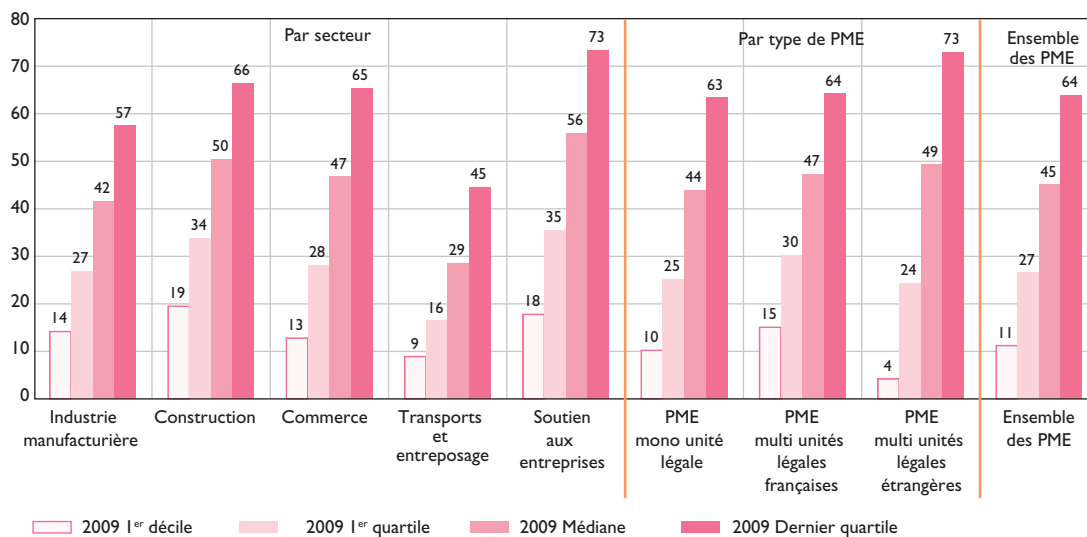
(en %)



Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 18 Capitaux propres sur total des ressources en 2009

(en %)



Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009
 Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010
 Note de lecture : P10 (premier décile), Q1 (premier quartile), Q2 (médiane) et Q3 (troisième quartile) sont des indicateurs statistiques de dispersion. En 2009, 10 % de la population des PME a un ratio inférieur à 11 %, un quart a un ratio inférieur à 27%, la moitié un ratio inférieur à 45 % et un quart de la population un ratio supérieur à 64 %.

ENCADRÉ 2

L'estimation des besoins en fonds propres des PME à partir des comptes 2008

Les besoins en fonds propres des PME sont évalués à partir de leur ratio endettement financier sur fonds propres, en prenant en compte deux seuils pour ce ratio : 150 % et 200 %. Ces besoins sont estimés sur la population des PME ayant leur tête de groupe en France à partir de la nouvelle définition des entreprises introduite par la LME.

- Le montant des fonds propres nécessaire pour que l'endettement financier des PME représente moins de 200 % de leurs fonds propres est estimé à 17,5 milliards d'euros, soit un peu plus de 10 % de leurs fonds propres globaux.
- L'abaissement du seuil à 150 % augmente les besoins en fonds propres des PME d'un montant de 8 milliards pour atteindre 25,5 milliards.
- C'est essentiellement l'abaissement du seuil sur une population déjà identifiée au seuil de 200 % qui explique les montants plus importants : les nouvelles entreprises « en besoin » du fait de l'abaissement du seuil ne représentent que 0,8 milliard d'euros.

Quelques ordres de grandeur et nombre d'entreprises hors PME filiales de sociétés étrangères

	PME		Ensemble des entreprises dans FIBEN
	Mono unité légale	Combinaison d'unités légales	
Nombre d'entreprises	131 475	33 824	169 104
dont unités légales		103 255	290 043
dont unités légales avec bilan (a)		69 751	232 147
Montant du total du bilan (en milliards d'euros)	215,7	222,3	4 187,2
Moyenne (en millions d'euros)	1,7	6,6	24,8
Médiane (en millions d'euros)	0,9	3,4	1,1
Montant des fonds propres (en milliards d'euros)	70,3	95,8	1 796,3
Moyenne (en millions d'euros)	0,5	2,9	10,6
Médiane (en millions d'euros)	0,3	1,3	0,3

(a) Certaines unités légales sont très petites et en dessous du seuil de collecte. Ainsi, pour près de 15 000 SCI repérées comme appartenant à un groupe, aucune information bilancielle n'est disponible. Un travail en cours pour compléter l'information sur la taille des entreprises confirme que ce sont de toutes petites entités (i.e. en dessous du seuil de collecte de Fiben bilans) ; leur prise en compte modifie marginalement le décompte des PME et des ETI. Par contre, l'absence d'exhaustivité des liens financiers sur les petites entités conduit à surestimer le nombre d'entreprises indépendantes parmi les PME ou les ETI.

Note de lecture : l'échantillon est ici différent du reste de l'étude car il est constitué des bilans de la seule année 2008, représentant un nombre beaucoup plus élevé d'entreprises.

Champ : Entreprises dont le CA excède 0,75 million d'euros ou dont l'endettement bancaire dépasse 0,38 million d'euros, hors secteur public et hors associations et sociétés de gestion d'HLM, hors filiales de groupes étrangers.

Source : Banque de France, Fiben, base données comptables 2008 et base liens financiers – Mise à jour juin 2010

4|2 Renforcement de la trésorerie et besoins en fonds de roulement maîtrisés

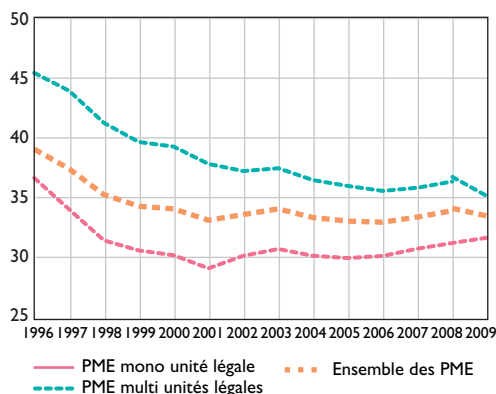
Malgré un contexte difficile, la trésorerie à l'actif augmente de plus de 8 %, représentant près de 22 % de l'ensemble des éléments de l'actif. Elle a repris sa tendance haussière en 2009, atteignant son plus haut niveau depuis 1996 (cf. graphique 20). Les disparités sont néanmoins importantes puisque

un quart des PME affichent un ratio inférieur à 5 % en 2009, alors qu'un autre quart présentent un ratio supérieur à 39 %. Cette dispersion est plus marquée dans la construction et le soutien aux entreprises.

Le renforcement de la trésorerie s'explique par une maîtrise des besoins en fonds de roulement, en baisse de 6,5 % pour les BFR d'exploitation, plus forte que le recul du chiffre d'affaires (cf. graphique 19). Exprimée en jours de chiffre d'affaires, la part des BFR augmente néanmoins légèrement dans les PME mono unité

Graphique 19 Besoins en fonds de roulement d'exploitation

(en jours de CA)

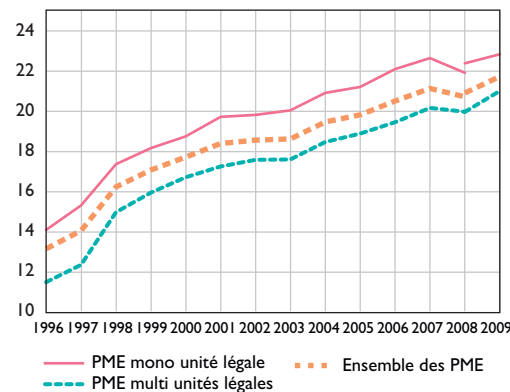


Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 20 Part de la trésorerie à l'actif

(en %)



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Tableau 4 Le besoin en fonds de roulement d'exploitation dans les PME

	Répartition (en %)	Variation 2009/2008 du BFR d'exploitation	dont crédit interentreprises	dont stocks
PME mono unité légale	45,3	- 2,6	3,8	- 2,4
PME multi unités légales	43,9	- 7,5	- 4,5	- 4,4
PME filiales de sociétés étrangères	10,7	- 17,4	- 18,5	- 8,4
Ensemble des PME	100,0	- 6,5	- 3,4	- 3,8
dont principaux secteurs :				
Industrie manufacturière	36,6	- 9,1	- 13,0	- 4,8
Construction	12,5	0,0	9,3	- 5,0
Commerce	42,9	- 4,6	- 8,3 (a)	- 3,0
Transports et entreposage	1,2	- 20,3	- 8,0	2,7
Soutien aux entreprises	3,4	- 9,1	- 1,1	- 0,3

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

(a) Dans le commerce, le crédit interentreprises est négatif ; il s'agit d'une ressource qui diminue en 2009 par rapport à 2008, suite à la mise en place de la LME.

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

légale, en raison principalement d'une augmentation du crédit interentreprises. Les stocks en revanche sont en repli, en particulier dans l'industrie manufacturière. Suite à l'entrée en vigueur de la disposition de la LME organisant la diminution des délais de paiement en janvier 2009, ce secteur bénéficie d'une baisse du crédit interentreprises, contrairement aux PME de la construction et du commerce. De façon générale, les délais de règlement clients et fournisseurs diminuent de 3 points pour atteindre respectivement 54 jours de chiffre d'affaires et 57 jours d'achats.

Ces évolutions montrent que dans un environnement difficile, les PME ont maîtrisé les besoins de financement liés au cycle d'exploitation (stocks et délais de paiement). Elles ont également renforcé leur trésorerie, afin notamment de réduire leur dépendance à l'égard de sources de financement externes. Cette attitude prudente et attentiste peut expliquer le léger recul de l'endettement, notamment bancaire, même si l'évolution de ce dernier est également liée à des conditions plus restrictives imposées par les établissements de crédit.

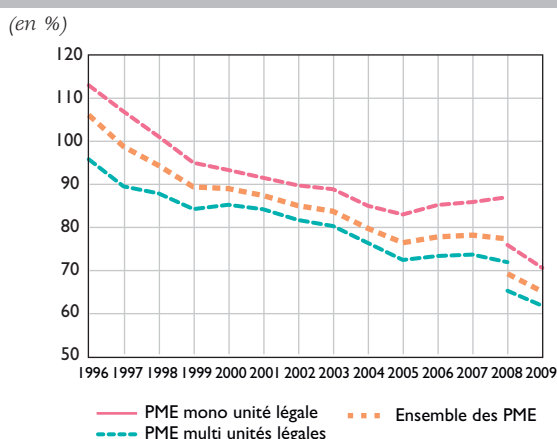
Tableau 5 L'endettement dans les PME en 2009

	Répartition (en %)	Variation 2009/2008 endettement financier	dont 1 : Endettement bancaire	dont 1.1. : Concours bancaires courants	dont 2 : Groupe et associés
PME mono unité légale	40,5	- 1,4	- 2,7	- 9,7	- 2,1
PME multi unités légales	51,3	0,1	- 2,5	- 13,8	0,7
PME filiales de sociétés étrangères	8,2	- 6,3	- 11,7	- 28,2	- 7,6
Ensemble des PME	100,0	- 1,1	- 3,1	- 13,4	- 1,5
<i>dont principaux secteurs :</i>					
Industrie manufacturière	22,2	- 2,0	- 3,6	- 20,5	- 2,6
Construction	9,7	1,1	- 0,7	- 4,8	3,9
Commerce	31,2	- 1,7	- 4,1	- 13,3	- 1,3
Transports et entreposage	6,1	1,4	0,2	- 8,3	0,1
Soutien aux entreprises	6,6	- 0,2	- 2,3	- 9,0	- 1,8

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début août 2010

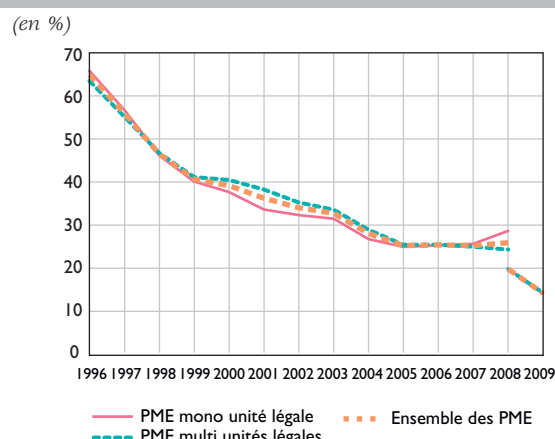
Graphique 21 Endettement financier sur capitaux propres



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

Graphique 22 Endettement financier net sur capitaux propres



Notes de lecture : voir graphique 1

Source : Direction des Entreprises — Base FIBEN, données disponibles début août 2010

4|3 Endettement en léger recul, principalement l'endettement bancaire à court terme

L'endettement financier des PME recule modérément, principalement dans sa composante bancaire. Les concours bancaires courants reculent le plus, notamment dans l'industrie manufacturière et le commerce. Hors concours bancaires courants, l'endettement financier progresse de 0,7 % (cf. tableau 5). Ces évolutions sont confirmées par

les données mensuelles de la Centrale des risques (cf. encadré 3).

Il en résulte une baisse du taux d'endettement financier mesuré par rapport aux capitaux propres. Le recul est plus marqué si l'on prend en compte l'endettement financier net de la trésorerie à l'actif. Le taux brut baisse de 4 points, à 65,2 %, le taux net de 5,6 points, à 14,4 %, tous deux à des niveaux historiquement bas (cf. graphiques 21 et 22). En revanche, rapporté à la valeur ajoutée, elle-même en repli, l'endettement augmente.

ENCADRÉ 3

Les financements bancaires des PME : données de la Centrale des risques

Les encours de crédits mobilisés c'est-à-dire utilisés par les PME, s'élèvent en juin 2010 à près de 242 milliards d'euros : un peu plus de 45 milliards sont des crédits à court terme (cf. graphique A). Par ailleurs, 34 milliards correspondent à des enveloppes disponibles non utilisées (crédits mobilisables).

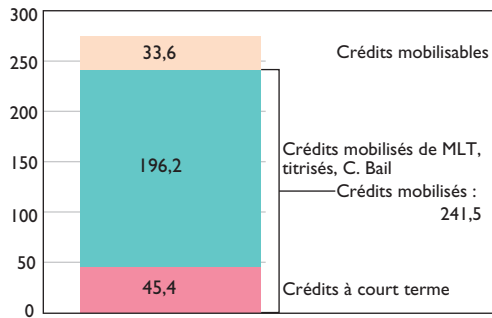
L'impact de la crise s'est fait ressentir à partir de l'été 2008, avec un ralentissement des encours de crédits mobilisés, dont la croissance en glissement annuel est progressivement passée de 7,5 % environ à zéro en octobre 2009. Depuis cette date, ces encours augmentent à nouveau (+ 2,6 % en juin 2010) (cf. graphique B).

Les encours de crédits mobilisés et mobilisables aux PME

Graphique A Les encours en juin 2010

(en milliards d'euros)

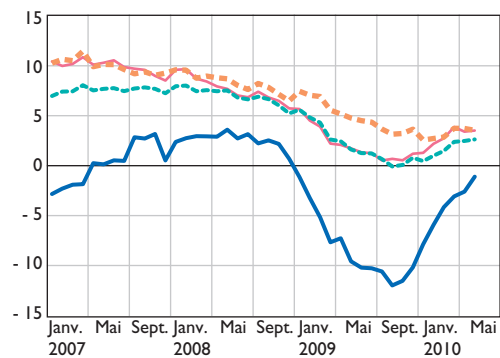
Crédits mobilisés et mobilisables : 275,2



Source : Direction des Entreprises — Centrale des risques, données disponibles début août 2010

Graphique B Taux de variation en glissement annuel

(en %)



— Crédits mobilisés et mobilisables
 - - - Crédits mobilisés
 - - - Crédits MLT
 — Crédits de CT

Source : Direction des Entreprises — Centrale des risques, données disponibles début août 2010

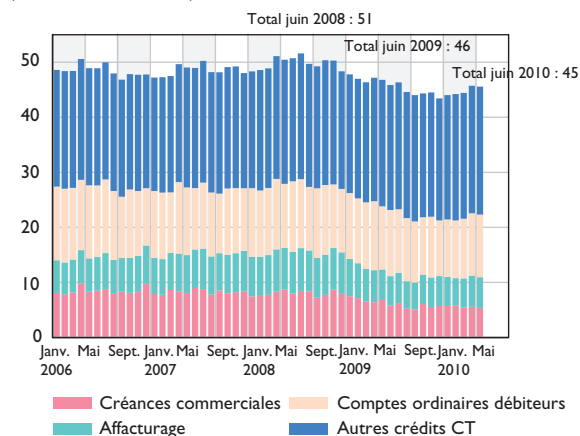
Les encours de crédits à court terme aux PME

Le ralentissement des financements bancaires est essentiellement lié à la baisse des crédits à court terme, dont le recul en glissement annuel a atteint 12 % à l'automne 2009. La baisse s'est atténuée depuis, même si la tendance est encore négative en juin 2010 (- 1,1 %). Les créances commerciales et l'affacturage, tous deux étroitement liés au volume d'activité, ont connu les plus forts ajustements. L'affacturage, après un recul de plus de 30 % au cours de l'été 2009, s'est vivement redressé depuis (+ 4,8 % en juin 2010), signe d'une reprise progressive d'activité (cf. graphique D). L'industrie manufacturière et le commerce sont les plus touchés. Les crédits à moyen ou long terme ont toujours évolué positivement, malgré un ralentissement en 2009.

.../...

Graphique C Encours de crédits à court terme

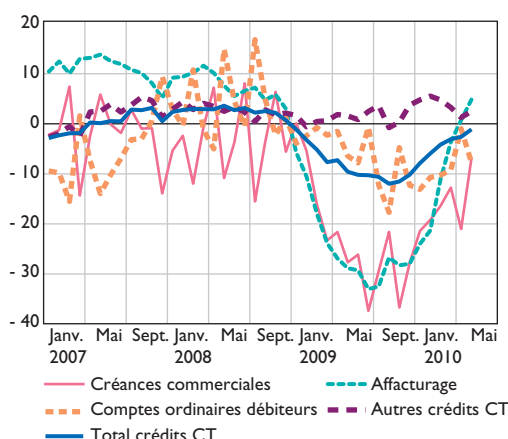
(en milliards d'euros)



Source : Direction des Entreprises – Centrale des risques, données disponibles début août 2010

Graphique D Taux de variation en glissement annuel

(en %)



Source : Direction des Entreprises – Centrale des risques, données disponibles début août 2010

Les encours de crédits mobilisés et mobilisables aux PME – Principaux secteurs

(montants en milliards d'euros, variations en pourcentage)

	Crédits mobilisés et mobilisables		Crédits mobilisés		Crédits à court terme	
	Juin 2010	Variation Juin 2010/ juin 2009	Juin 2010	Variation Juin 2010/ juin 2009	Juin 2010	Variation Juin 2010/ juin 2009
Industrie manufacturière	35,6	- 1,2	29,9	- 2,7	9,7	- 7,2
Construction	19,3	4,0	16,2	1,0	3,9	4,6
Commerce	61,4	2,0	53,6	0,9	14,7	- 2,2
Transports et entreposage	13,8	2,5	11,3	- 1,2	1,4	18,3
Soutien aux entreprises	28,4	2,8	23,9	3,2	3,8	- 0,1

Source : Direction des Entreprises – Centrale des risques, données disponibles début août 2010

4 | 4 Des structures de financement disparates

La construction d'un bilan fonctionnel, consistant à retraiter certains postes du bilan, permet d'établir une relation entre les différents éléments comptables et les fonctions principales qu'assure l'entreprise, au travers des emplois d'une part et des ressources d'autre part⁹.

- Les emplois sont composés des immobilisations d'exploitation (y compris les biens acquis en

crédit-bail), des participations et autres titres, des besoins en fonds roulement et de la trésorerie à l'actif.

- Les ressources comprennent les capitaux propres, les amortissements et provisions accumulées, ainsi que les ressources de financement externe (endettement bancaire, endettement intra-groupe, autres dettes).

En 2009, un quart des PME ont un endettement bancaire représentant moins de 2,4 % de leurs

9 Principalement, intégration du crédit-bail et des effets escomptés non échus, et calcul des besoins en fonds de roulement

Tableau 6 Part des financements externes dans les ressources des PME

(indicateurs de dispersion en %)

Endettement bancaire / total des ressources						Endettement financier / total des ressources					
2008			2009			2008			2009		
Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3
3,0	14,1	32,6	2,4	12,6	30,4	9,0	23,3	43,9	8,0	21,7	41,6

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, Août 2010

Tableau 7 Caractéristiques des 4 populations de PME réparties selon la part de l'endettement bancaire dans le total des ressources en 2009

	Total	1 ^{er} quart les moins endettées	2 ^e quart	3 ^e quart	Dernier quart les plus endettées
Montants moyens (en milliers d'euros)					
Total des ressources	2 537	2 475	2 577	2 703	2 392
Capitaux propres	1 083	1 392	1 308	1 108	525
Endettement financier	707	266	390	778	1 393
dont endettement bancaire	491	12	185	558	1 208
Structure de l'actif (en %)					
Immobilisations d'exploitation	50,3	39,7	47,0	51,9	62,9
Autres immobilisations	14,2	13,9	13,9	16,1	12,5
BFR exploitation	14,1	12,1	14,7	15,3	14,4
dont crédit interentreprises	5,4	7,0	7,0	5,1	2,3
BFR hors exploitation	- 0,3	- 1,1	- 0,2	0,0	0,1
Trésorerie actif	21,7	35,5	24,6	16,7	10,1
Structure du passif (en %)					
Capitaux propres	42,7	56,2	50,8	41,0	21,9
Amortissements et provisions	29,4	33,0	34,1	30,2	19,8
Endettement financier (a)	27,9	10,8	15,1	28,8	58,2
Endettement bancaire	19,4	0,5	7,2	20,7	50,5
dont concours bancaires courants	3,1	0,1	1,0	3,4	8,1
Dettes intra-groupe et associés	6,0	7,0	5,8	5,8	5,3
Autres dettes financières	2,5	3,3	2,1	2,3	2,4
Composantes de l'endettement financier (en %)					
Endettement bancaire	69,5	4,7	47,3	71,8	86,8
Dettes intra-groupe et associés	21,5	64,8	38,6	20,1	9,2
Autres dettes financières	9,1	30,5	14,2	8,1	4,1
Ratios structurels (en %)					
Endettement financier/ capitaux propres	65,2	19,1	29,8	70,2	265,4
Taux d'investissement	9,4	6,4	7,3	10,3	14,7
CAF nette / total des ressources	5,7	6,8	6,5	5,5	4,1
CAF nette / capitaux propres	13,4	12,0	12,7	13,5	18,7

Champ : PME, définies au sens de la LME, ayant remis leurs bilans en 2008 et 2009

Note : les PME sont réparties en quatre populations suivant les trois quartiles du ratio Endettement bancaire sur total des ressources, défini dans le tableau 6.

Les données sur la structure de l'actif et du passif, les composantes de l'endettement financier et les ratios de structure sont des ratios moyens, calculés pour chaque sous-population.

(a) Endettement financier = (1) endettement bancaire + (2) dettes intra-groupe et associés + (3) autres dettes financières

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, Août 2010

ressources. À l'inverse pour un autre quart des PME, les dettes bancaires représentent plus de 30 % de ces ressources (cf. tableau 6).

Globalement, le faible poids de l'endettement bancaire dans le bilan des PME est un élément caractéristique des PME françaises : c'est le cas par exemple des PME de l'industrie comparées à leurs homologues européennes¹⁰. Cette faible part est compensée par une proportion élevée d'autres dettes, comprenant notamment les dettes intra-groupe (ces éléments ne sont pas aussi marqués dans plusieurs autres pays européens).

Par ailleurs, ces dernières années, les autorités ont favorisé la diversification des ressources et encouragé le développement des financements de marché en facilitant l'accès des PME à ce type de ressources (création en 2005 du marché Alternext et des compartiments B et C d'Euronext).

Les PME, réparties en quatre populations selon la part des financements bancaires dans le total des ressources, ont des tailles équivalentes (cf. tableau 7). Leur total moyen de ressources est de 2,5 millions

d'euros. En revanche, leurs structures de financement sont radicalement différentes :

- Celles qui ont le moins de dettes bancaires ont une forte proportion de capitaux propres. L'endettement financier, dont le poids dans les ressources est globalement faible (10 %), est constitué dans sa très grande majorité de dettes intra-groupe. À l'actif, ces entreprises ont peu d'immobilisations et beaucoup de trésorerie. Le poids du crédit interentreprises y est aussi plus important. Ce sont aussi celles dont le taux d'investissement est le plus faible.

- Celles qui ont le plus recours à l'endettement bancaire ont beaucoup moins de capitaux propres. L'endettement bancaire est la composante dominante de l'endettement financier. À l'actif, le poids des immobilisations d'exploitation est beaucoup plus important. Les parts de la trésorerie et du crédit interentreprises sont plus faibles. Leur taux d'investissement est nettement plus élevé, mais c'est aussi au sein de cette population qu'il a le plus baissé alors que, paradoxalement, l'endettement a continué de croître.

Les PME sont donc confrontées en 2009 à un recul de l'activité et à une nette baisse des résultats. Les PME de l'industrie manufacturière sont particulièrement touchées. Cette dégradation apparaît néanmoins limitée étant donné l'ampleur de la récession économique, d'autant que la structure financière des PME est préservée, du moins à court terme. De fortes disparités subsistent cependant, avec un nombre croissant de PME présentant des indicateurs financiers défavorables. De plus la chute de l'investissement est particulièrement inquiétante pour l'avenir.

Par ailleurs, la crise se concentre sur la période allant de l'automne 2008 au printemps 2009. La situation s'améliore au second semestre, de sorte que les bilans comptables de 2009 intègrent les éléments plus positifs de la fin de l'exercice, en particulier pour les entreprises ayant arrêté leurs comptes en décembre 2009¹¹.

Enfin, l'analyse des données comptables 2008-2009 repose ici sur les entreprises présentes pour les deux derniers exercices comptables, car à la date de la réalisation de l'étude, toutes les entreprises n'ont pas encore remis leur bilan ; en période de crise, l'étude d'un échantillon d'entreprises pérennes donne une image plus positive de la réalité ; les plus fragiles qui ont pu faire l'objet d'une procédure collective (liquidation ou redressement judiciaire) ne remettent que rarement leurs comptes et ne figurent pas dans ces résultats.

¹⁰ Voir étude à partir de la base BACH-ESD : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu180-6.pdf>

¹¹ En effet, certaines entreprises choisissent des dates d'arrêté décalées par rapport au 31 décembre.

Annexe I

Les données FIBEN

La base des comptes sociaux

Les comptes sociaux sont collectés *via* les succursales de la Banque de France. Ces firmes représentent un tiers des sociétés imposées au bénéfice industriel et commercial ou au bénéfice réel normal (BIC-BRN). La collecte concerne toutes les entreprises exerçant leur activité sur le territoire français dont le chiffre d'affaires excède 0,75 million d'euros ou dont l'endettement bancaire dépasse 0,38 million d'euros.

Les liens financiers

La Banque de France recense les liens financiers et suit le pourcentage de détention du capital par d'autres entreprises, selon que le détenteur est lui-même une société non financière (y compris *holdings*), une institution financière (banques, OPCVM, sociétés d'assurance), une personne physique (particuliers ou salariés), l'État ou encore une entreprise non résidente. Les entreprises indépendantes sont distinguées de celles appartenant à un groupe, petit ou grand.

Les défaillances

La notion retenue est l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe lorsque celle-ci n'est pas précédée d'un redressement. Néanmoins, lorsqu'un plan de continuation ou un plan de cession intervient entre un redressement judiciaire et une liquidation judiciaire ou un nouveau redressement, il clôture la procédure initiale de redressement. On comptabilise donc la liquidation ou le second redressement comme une ouverture de procédure, c'est-à-dire comme une nouvelle défaillance de l'unité légale.

Les informations émanent des greffes des tribunaux de commerce, de façon automatique dans 90 % des cas et par saisie manuelle pour le solde (entreprises situées dans le ressort des TGI à compétence commerciale). Dès lors qu'une procédure judiciaire est enregistrée informatiquement par les greffes, celle-ci est transmise à la Banque de France dans un délai de 24 heures. Les journaux d'annonces légales et les TGI sont utilisés pour compléter la collecte. Les événements judiciaires qui concernent les seules personnes physiques, comme par exemple les faillites personnelles, sont exclus.

La Centrale des risques

Le Service central des risques recense chaque mois les crédits consentis par les établissements de crédit à chacun de leurs clients au-delà d'un seuil (25 000 euros depuis janvier 2006). Les encours recensés sont regroupés en « crédits mobilisés » (les concours utilisés) et « crédits mobilisables » (les concours disponibles). Les crédits mobilisés comprennent : les crédits à court terme, à moyen et long termes, le crédit-bail et les crédits titrisés.

Le champ retenu

Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs AZ (Agriculture), KZ (Activités financières, non *holdings*) et OQ (Administration). Sont par ailleurs exclus les établissements publics ou sociétés d'économie mixte.

Les principaux ratios utilisés

La méthodologie d'analyse financière et la définition des ratios utilisés est disponible sous le lien suivant : <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/statent/OBS-191-DOSSIER-STAT-SE-2008-14012010.pdf>

Annexe 2

Définition des PME et poids économique suivant les différentes sources de données

Chaque source de données ne permet pas forcément de disposer de toute l'information pour définir des PME selon la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 dite LME. Suivant les sources, il faut donc mobiliser les informations disponibles pour s'approcher le plus possible de cette définition.

Définition des PME pour l'analyse des comptes sociaux

Un décret d'application de la LME publié le 20 décembre 2008 introduit une nouvelle définition statistique de l'entreprise¹. Il précise aussi les catégories d'entreprises et les critères permettant de les déterminer. Quatre critères sont utilisés : les effectifs, le chiffre d'affaires, le total de bilan des unités légales et les liens financiers les reliant, dans la continuité de la définition d'une PME par la Commission européenne.

Les PME — Poids économique en 2009 sur la base des données disponibles en août 2010

	Nombre d'entreprises	Effectifs en milliers	Chiffre d'affaires (a)	Valeur ajoutée (a)	Endettement financier (a)	Endettement bancaire (a)	Capitaux propres (a)
Ensemble	127 645	2 508,7	491,9	154,0	90,2	62,7	138,3
PME mono unité légale	88 181	1 249,9	235,5	74,7	36,6	28,2	51,7
PME multi unités légales	34 855	1 106,5	214,7	67,7	46,2	31,4	76,1
PME filiales de sociétés étrangères	4 609	152,3	41,7	11,6	7,4	3,1	10,4
<i>Principaux secteurs</i>							
Industrie manufacturière	22 165	629,3	101,1	37,0	20,1	14,0	37,6
Construction	23 195	465,9	71,4	28,7	8,7	6,2	17,6
Commerce	47 804	688,8	223,7	41,2	28,1	19,2	44,9
Transports et entreposage	5 690	170,1	21,9	9,2	5,5	4,6	4,8
Soutien aux entreprises	11 487	289,7	35,8	18,5	6,0	4,0	11,4
Répartition en %							
PME mono unité légale	69	50	48	49	41	45	37
PME multi unités légales	27	44	44	44	51	50	55
PME filiales de sociétés étrangères	4	6	8	8	8	5	8
<i>dont principaux secteurs</i>							
Industrie manufacturière	17	25	21	24	22	22	27
Construction	18	19	15	19	10	10	13
Commerce	37	27	45	27	31	31	33
Transports et entreposage	4	7	4	6	6	7	4
Soutien aux entreprises	9	12	7	12	7	6	8
Taille moyenne de chaque catégorie de PME							
	Nombre d'entreprises	Effectifs moyens	Chiffre d'affaires moyen (b)	Valeur ajoutée (b)	Endettement financier (b)	Endettement bancaire (b)	Capitaux propres (b)
Ensemble	127 645	20	3 853	1 207	707	491	1 083
PME mono unité légale	88 181	14	2 671	847	415	319	586
PME multi unités légales	34 855	32	6 159	1 943	1 326	900	2 184
PME filiales de sociétés étrangères	4 609	33	9 038	2 518	1 607	680	2 264

(a) en milliards d'euros

(b) en milliers d'euros

Champ : Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs AZ (Agriculture), KZ (Activités financières, hors holdings) et OQ (Administration). PME définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et 2009

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, Août 2010

Les calculs combinant effectifs, chiffre d'affaires et total de bilan sont ainsi élaborés au niveau de chaque entreprise entendue comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services, jouissant d'une certaine autonomie de décision. La notion d'indépendance (mono unité légale) ou d'appartenance à un groupe (multi unités légales) est par conséquent prise en compte, et la catégorie calculée sur la base du périmètre de chaque groupe.

Les comptes sociaux individuels sont agrégés en tenant compte des liens financiers pour définir les « entreprises ». Néanmoins cette démarche ne permet pas de traiter le problème bien identifié des doubles comptes lors de l'agrégation des données des unités appartenant à une même entreprise.

Les PME sont définies de la façon suivante:

- moins de 250 salariés, avec chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros et total de bilan inférieur à 43 millions ²;
- ces PME peuvent être mono unité légale ou bien constituer un ensemble d'unités légales liées entre elles et dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère.

Le secteur d'activité repose sur la nomenclature agrégée 2008, elle-même issue de la NAF rév. 2. Le secteur attribué à une entreprise est celui de l'unité légale ou des unités légales dont le poids au niveau de chaque entreprise (combinaison d'unités légales) est le plus important en termes de chiffre d'affaires.

Définition des PME pour l'analyse des encours de crédit à partir des données de la Centrale des risques, au sens unité légale

La taille est ici déterminée à partir des informations connues pour la seule unité légale, car actuellement seul un indicateur d'appartenance à un groupe est disponible, et non l'ensemble des liens financiers permettant de reconstituer les PME multi unités légales.

PME hors microentreprises : niveau d'activité est soit $\geq 1,5$ million d'euros et < 50 millions d'euros, soit $< 1,5$ million d'euros, inconnu ou trop ancien mais dont les crédits mobilisés sont ≥ 1 million d'euros et \leq un seuil sectoriel.

Microentreprises : niveau d'activité inférieur à 1,5 million d'euros, inconnu ou trop ancien mais dont les crédits mobilisés sont < 1 million d'euros.

Le dénombrement des PME dans la Centrale des risques

Situation à juin 2010

	Nombre d'unités légales	Encours de crédits mobilisés en milliards d'euros
Microentreprises	1 192 943	137,9
PME hors microentreprises	59 641	49,0
PME unités légales appartenant à des entreprises multi unités légales	58 112	54,6
Ensemble des PME	1 310 696	241,5

Source : Direction des Entreprises – Centrale des risques, données disponibles début août 2010

2 Dans cette étude, et par rapport au décret, l'Observatoire des entreprises applique des critères plus stricts : l'appartenance à la classe impose que soient respectés les trois seuils plafonds de cette classe en termes d'effectif, de chiffre d'affaires et de total de bilan. Dans le décret, seuls deux critères sur les trois ne doivent pas être dépassés. Néanmoins, les grandeurs économiques (effectifs, chiffre d'affaires ou valeur ajoutée) sont cohérentes avec les résultats d'autres travaux publiés par ailleurs. En revanche, cette approche peut expliquer des écarts en termes de dénombrement.

Bibliographie

BNP-PARIBAS (2009)

« La situation financière des entreprises »
<http://economic-research.bnpparibas.com/applis/www/RechEco.nsf/navigation/FrameMainInter?OpenDocument&Lang=FR&Mode=6>

Cayssials (J.L.), Kremp (E.) (2010)

« Les PME de l'industrie manufacturière en France — Un positionnement intermédiaire par rapport à huit autres pays européens », *Bulletin de la Banque de France* n° 180, <http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu180-6.pdf>

Cayssials (J.L.), Chai (F.), Kremp (E.) (2010)

« Entreprises cotées (PME et ETI) sur les marchés à faible capitalisation créés en 2005 »
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/entreprises-cotees-sur-les-marches-a-faible-capitalisation.pdf>

Chai (F.), Kremp (E.) (2009)

« Fonds propres des entreprises : Situation et estimation des besoins en 2008 », note n° 2009-193 de l'Observatoire des entreprises de la Banque de France

Direction des Entreprises

« Les crédits par type d'entreprise », *STAT INFO*
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/credit-type-entreprise.htm>

Direction des Entreprises

« Les défaillances d'entreprises », *STAT INFO*
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/defaillances.htm>

INSEE (2010a)

« L'économie française (Édition 2010) »
http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ecofra10f.PDF

INSEE (2010b)

« Note de conjoncture, juin 2010 »
http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

Observatoire des Entreprises (2009)

« La situation des entreprises en 2008 — Grandes entreprises, entreprises de taille intermédiaire, petites et moyennes entreprises : des profils différenciés face à la crise », *Bulletin de la Banque de France* n° 178
http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu178_3.pdf

Observatoire des Entreprises (2009)

« L'impact économique des défaillances en 2008 et 2009 », *Bulletin de la Banque de France* n° 178
http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu178_4.pdf